

Soudan : histoire d'un massacre sous les radars

Le 10 avril 2025, les Nations Unies évoquent la situation au Soudan en ces termes : « c'est la plus grande crise humanitaire et de déplacement au monde à ce jour ». Les chiffres sont en effet alarmants : dans le même article, l'ONU parle de 13 Millions de personnes déplacées et 30 Millions de personnes, dans le besoin, soit plus de la moitié de la population soudanaise. Le conflit recensait déjà plus de 150 000 morts en 2024, d'après une estimation faite par l'ancien envoyé spécial étasunien au Soudan Tom Perriello, et les chiffres n'ont fait que s'aggraver.

Et pourtant, la guerre civile, la crise humanitaire et les épidémies qui ont lieu au Soudan n'apparaissent que rarement dans la presse. Le bilan humain qui s'alourdit de jour en jour est occulté souvent par les conflits palestiniens et ukrainiens, bien que ceux-ci lui soient numériquement inférieurs. Il ne s'agit pas ici d'expliquer les raisons de cette absence médiatique, mais plutôt de mettre en lumière les enjeux d'une situation complexe, terrible et peu connue, afin de comprendre toutes les menaces qui pèsent aujourd'hui sur le Soudan, mais aussi sur les relations des grandes puissances qui s'impliquent de loin ou de près dans le conflit.

Il s'agira tout d'abord de comprendre les causes de la guerre civile, puis de voir les conséquences humaines, humanitaires et sociales avant de s'intéresser aux relations internationales que le conflit a ébranlées.

De prime abord, si l'on maintient la date du début de la guerre civile au 15 avril 2023, il faut comprendre que le pays n'était pas paisible auparavant. Le Soudan a en effet traversé depuis son indépendance en 1956 bon nombre de troubles et de conflits. Un en particulier doit retenir notre attention.

Il s'agit du conflit du Darfour, région à l'Ouest du Soudan, qui a eu lieu en 2003. Ce conflit ethnique a opposé des agriculteurs locaux, des Fours et des Zaghawas en majorité, contre des milices arabes qui avaient fui le Nord du Darfour en raison de la sécheresse vers le Sud de la région, plus humide. Pour contrer les affrontements entre les locaux et les milices, le gouvernement d'Omar El-Bechir décida d'envoyer des groupes armés comme les Janjaweds afin d'apaiser les tensions par la force. Depuis cette intervention Les FSR sont définies comme des « milices génocidaires ». Ce groupe paramilitaire intervint de plus en plus dans les conflits ethniques et civils, et devint en 2013 les Forces de Soutien Rapide (FSR). Dirigées par Mohamed Amdane Dogolo, « Hemedti », il acquit au cours du temps une réputation terrible en raison des pillages, vols, viols et tortures pendant ses interventions.

Il faut ensuite placer le contexte d'une dictature islamique pendant 3 décennies, de 1989 à 2019, sous l'autorité d'Omar El-Bechir (ou Al-Bashir) qui a aggravé un mécontentement et une précarité généraux. En 2019, tout bascule : le chef de l'armée régulière du Soudan, Abdel Fattah Al-Burhan s'allie avec Hemedti, le chef des FSR, et ils renversent ensemble le gouvernement El-Béchir. Après cela, la transition démocratique peine à se faire ; en 2023, le Premier Ministre du gouvernement de transition est arrêté par les forces armées. Depuis, la guerre fait rage sur l'ensemble du territoire entre l'armée régulière d'Al-Burhan et les FSR de Hemedti : 14 des 18 Etats du Soudan sont le théâtre d'affrontement, ce qui représente une superficie de 3 fois la taille de la France. Bien qu'aucun vainqueur ne soit clairement prononcé, les FSR semblent légèrement avantagées sur l'armée régulière : elles occupent l'Ouest du pays et une partie du Sud, jusqu'à Khartoum, capitale *de jure* (disputée entre les deux armées). L'armée régulière occupe surtout l'Est et le Nord ; Al-Burhan s'est installé à Port-Soudan, capitale *de facto*, Khartoum étant trop instable. D'autres groupes rebelles agissent également contre les deux camps, notamment au sud du pays et au Nord du Darfour. L'issue du conflit reste incertaine.

Il s'agit désormais de se pencher sur toutes les conséquences humaines et sociales que le conflit a causées. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 31 % de la population a été déplacée dans les pays voisins (13 Millions de personnes), et 11 Millions y ont fui d'eux-mêmes. Ces pays sont principalement le Soudan du Sud, le Tchad, l'Éthiopie, l'Égypte, la Libye, et la Centrafrique et la majorité d'entre eux soutiennent le gouvernement d'Al Burhan.

La guerre civile a aussi favorisé la propagation du choléra et de la dengue, la plupart des hôpitaux et services étant détruits, en particulier par les FSR. Médecins sans Frontières, qui intervient dans l'ensemble

Benoît de Jarcy

du pays, décrit ainsi la situation : « *La violence que les Forces de Soutien Rapide et l'armée soudanaise infligent aux civils à travers le pays est tragique et effroyable* », (Ozan Agbas, responsable des urgences de MSF). « *Les combats rendent plus difficile l'accès aux soins et mettent en danger les travailleurs de santé.* (6).

Récemment, une enquête de l'ONU a relevé « des signes distinctifs d'un génocide » auprès des victimes rescapées de la prise d'El Fasher par les FSR en février dernier. Celles-ci ont relaté viols, tortures et meurtres ciblés sur certaines ethnies : « Y a-t-il des Zaghawas parmi vous ? Si nous trouvons des Zaghawas, nous les tuerons tous » ; « Nous voulons éliminer tout ce qui est noir au Darfour » déclaré des paramilitaires au moment de la prise de la ville. Ces déclarations font écho au génocide du Darfour de 2003, où les Zaghawas et les Fours ont été les premières victimes des violences de ceux qui deviennent plus tard les FSR.

D'après NBC News, « le sang est visible depuis l'espace ». Ainsi, au-delà de la guerre civile, les violences ethniques et sociales persistent. Concernant l'indice Normandie, qui mesure le niveau de menace à la paix, le Soudan occupe la 116ème place, ce qui en fait l'un des pays les plus touchés. L'ONU parle également d'une « insécurité alimentaire aiguë ».

Enfin, il convient de se pencher sur l'ensemble des relations, qui se forment à l'extérieur du Soudan à cause de cette guerre. En effet, si les pays avoisinants soutiennent le gouvernement Al-Burhan en majorité, d'autres restent indécis (Éthiopie, Libye) ; certains apportent clairement leur soutien aux FSR, en particulier les Émirats Arabes Unis, qui ont déjà fait affaire avec eux. Ceux-ci convoitent l'or soudanais (le Soudan étant le troisième plus grand sous-sol d'or africain). Les actions d'Hemedti sont pourtant aujourd'hui fermement condamnées par le Conseil de l'ONU ; cependant, les Nations Unies ne s'accordent pas toutes sur la condamnation des FSR : la Russie, en particulier, est assez équivoque sur la question : d'un côté, elle reconnaît le gouvernement Al Burhan mais refuse de porter des sanctions sur deux officiers FSR.

De plus, le groupe russe paramilitaire Wagner (ou Africa Corps) intervient dans la zone depuis 2010 pour favoriser les échanges d'armes russes et d'or soudanais. La présence de Wagner a donné lieu en particulier à une exportation du conflit ukrainien dans la périphérie de Khartoum, lorsque des forces spéciales ukrainiennes ont attaqué les FSR et Wagner par drones. Aujourd'hui, Wagner fournit un soutien militaire aux FSR, tandis que les pays voisins du Soudan fournissent l'armée régulière, avec l'Iran, la Turquie et les États-Unis. La Libye présente une exception : les FSR ont aidé l'armée libyenne lors de la deuxième guerre civile libyenne (2014-2020) et l'armée libyenne fournit officiellement des armes aux FSR en remerciement, alors que le gouvernement maintient officiellement un soutien à Al-Burhan.

Ainsi, le conflit soudanais illustre une guerre par procuration où se croisent intérêts régionaux et ambitions globales.

En définitive, le Soudan, bien qu'il ne soit que peu mentionné par la presse, est l'un des pays où la situation humanitaire, sociale et politique est des plus préoccupantes. Cette actualité peut être un moyen d'avoir à l'esprit la présence d'autres conflits meurtriers dont les médias ne parlent que rarement : le Yémen, la Birmanie, le Mexique, etc. Plus spécifiquement, les catastrophes oubliées au Soudan rappellent aussi le désintérêt général pour la situation des pays d'Afrique, qu'il soit médiatique ou populaire. Cet article s'inscrit dans cette logique pour son auteur, il vise à mettre en lumière des centaines de milliers de morts et des millions de victimes de l'une de ces situations terribles mais ignorées.

Sources.

- Site officiel de l'ONU, *Soudan, la plus grande crise humanitaire au monde*
- Revue Diplomatie, les grands conflits en 2025, « *Le Soudan : un conflit persistant* », Selma el Obeid, chercheuse indépendante.
- Le monde en cartes sur YouTube, *Pourquoi le Soudan est-il en guerre ?*
- BBC Afrique sur YouTube, *Situation Humanitaire : la guerre oubliée au Soudan*
- Site de Médecins sans Frontières, *Soudan : les hôpitaux du pays reçoivent plusieurs afflux massifs de blessés dans une guerre qui n'épargne pas les civils*
- Site de officiel de l'ONU : *À El Fasher, une enquête de l'ONU relève les « signes distinctifs d'un génocide »*

Benoît de Jarcy

- Courrier International : Darfour. *Soudan : “Le sang est visible depuis l’espace” à El-Fasher, après la prise de la ville par les FSR*
- Site Reporterre : *Guerre au Soudan : comment les Émirats convoitent l’or et les terres agricoles*
- Site officiel de l’ONU, *l’ONU et la crise au Soudan*
- Le Monde, *Quand les forces spéciales ukrainiennes combattent des mercenaires russes de Wagner au Soudan*
- Pascal Boniface sur YouTube, *Le conflit au Soudan*